

# Policiers agressés, gauchistes protégés : Cazeneuve doit démissionner



Au lendemain des manifestations de policiers contre la « haine antiflic », à l'heure où les langues se délient au sein des forces de l'ordre pour dénoncer les instructions de laisser faire les casseurs d'extrême gauche dont les vidéos des exactions ne cessent de se partager sur les réseaux sociaux, Bernard Cazeneuve se retranche derrière l'Etat de Droit, le plus tranquillement du monde, sur BFM TV, pour justifier son incompétence.

Où est 'Etat de Droit lorsqu'au quotidien tous les symboles de la République ne cessent d'être bafoués ?

Où est l'Etat de Droit lorsque celles et ceux qui sont en charge d'assurer la sécurité des Français ne cessent de dénoncer leur désarroi face au laxisme de l'exécutif ?

Où est l'Etat de Droit lorsque l'on constate que les milices d'extrême gauche parfaitement identifiées qui mettent nos villes à feu et à sang ne sont pas dissoutes, comme cela

aurait du être le cas dès les premières violences ?

<http://www.leparisien.fr/faits-divers/voiture-de-police-brulee-a-paris-la-video-du-terrible-assaut-des-casseurs-18-05-2016-5807453.php>

Où est l'Etat de Droit lorsque les affiches intolérables d'un syndicat de gauche (la CGT), jetant de l'huile sur le feu en incitant à commettre des violences envers les forces de l'ordre ne sont pas interdites ?

Où est enfin l'Etat de Droit lorsque nos concitoyens sont soumis à des scènes de guerilla urbaines et ne peuvent plus circuler librement dans leur propre ville ?

Non, nous ne sommes plus dans un Etat de Droit, et il est temps de comprendre que Bernard Cazeneuve a des comptes à rendre aux Français qu'il est censé servir et dont il est incapable d'assurer la plus régaliennne des prérogatives de l'Etat : la sécurité.

Ce n'est pas en « condamnant » publiquement l'inacceptable que l'on gouverne un pays.

Bernard Cazeneuve doit démissionner, ce qui est la moindre des choses, et ne sera (hélas) pas suffisant, mais redonnera un sens à la notion de responsabilité qu'il convient plus que jamais de réhabiliter chez nos dirigeants politiques.

**Sébastien JALLAMION**